

Dritte Sitzung – Troisième séance

Mittwoch, 7. Juni 1989, Vormittag
Mercredi 7 juin 1989, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Iten

85.047

Strafgesetzbuch
und Militärstrafgesetzbuch. Revision
Code pénal et code pénal militaire.
Révision

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 698 hiervor – Voir page 698 ci-devant

Art. 135

Fortsetzung – Suite

M. Cotti, rapporteur: Nous arrivons à la conclusion de ce débat sur l'article 135, une nouveauté qui a suscité beaucoup de discussions. Maintes organisations, notamment le Forum suisse des associations de parents, plusieurs interventions parlementaires, de nombreux cantons, nous demandent de légiférer en cette matière. Le Conseil fédéral, le Conseil des Etats et votre commission vous présentent un projet acceptable. Dans cette salle même, aucune voix ne s'est élevée contre le principe de la punissabilité. Tout le monde semble d'accord. Toutefois, certains manifestent quelque perplexité. C'était tout d'abord le principe qu'il fallait interpréter différemment, ou les personnes protégées qui devaient être définies autrement, ou encore les formes de transmission qu'on aurait dû sélectionner avec plus de soin, et même, Monsieur Leuba, la *modus operandi* qui ne convenait pas. Et dire qu'on avait voulu énumérer les actions punissables, les actes d'accomplissement du délit, avec précision, pour éviter la critique d'une approximation!

Tout à coup, hier, on a failli tomber dans le piège de la peur de nos propres actions. Dès lors, avant de passer au vote, et après tout ce qui a été dit ou écrit à ce sujet ces derniers jours, examinons encore cet article. Je tiens à préciser qu'il ne punit pas les représentations violentes mais uniquement un type de violence dans ses représentations particulièrement cruelles. Il s'agit des formes extrêmes, quand la victime est l'objet d'une violence cruelle, et qu'elle est soumise à des souffrances particulièrement graves, physiques ou psychiques. A cela, doit s'ajouter une forme de représentation qui illustre cette violence. Illustrer, c'est rechercher les détails, suivre l'acte cruel, le filmer de près, le mettre en premier plan, s'attarder sur cet acte. En un mot, il s'agit de la recherche de la violence cruelle en tant que telle.

Peut-on dire, alors, qu'il s'agit d'une disposition imprécise, que l'interdiction s'adresse à des groupes de personnes insuffisamment déterminées? Je ne crois pas. Ce sont les producteurs, les importateurs, les vendeurs, les distributeurs, en un mot les professionnels, mais aussi les consommateurs, ceux qui avec ou sans but lucratif, montrent, transmettent, présentent, rendent accessibles ces représentations interdites qui

tombent en premier lieu sous le coup de cet article. Peut-on dire que les représentations interdites sont difficiles à distinguer des autres, que la locution «valeur d'ordre culturel ou scientifique» est difficile à interpréter? Je le répète, les motifs justificatifs doivent être interprétés de façon extensive. Si la représentation n'est pas dénuée de raisons scientifiques ou culturelles – et par là on entend aussi spirituelles ou idéales, intellectuelles, religieuses ou d'information – si en somme elle n'est pas entièrement dépourvue de ce quelque chose qui élève la représentation à un niveau au-dessus de la pure offense à la dignité humaine, il n'y aura pas de punissabilité.

J'ai parlé de dignité humaine, ce qui m'incite à considérer avec beaucoup de sympathie la proposition de M. Loeb, dans sa dernière formulation, proposition qui est également contenue dans celles de M. Bodenmann, de Mme Jeanprêtre, ainsi que dans la proposition de M. Leuba qu'il a retirée par la suite. J'ai parlé de valeur idéale, ce qui m'amène aussi à considérer aujourd'hui avec un intérêt différent la proposition de la minorité Rechsteiner qui tend à ajouter, à titre explicatif, le terme de «valeur idéale» aux motifs justificatifs. Bien sûr, la portée de l'exception au principe de la punissabilité ne subirait de ce fait aucune extension puisque la commission s'est prononcée, je le répète, pour une interprétation extensive des motifs justificatifs.

Le législateur n'entend pas en effet bloquer le droit à l'information ni aux oeuvres artistiques. On a utilisé le mot de «censure» et il est pour le moins exagéré de parler de censure au sens commun dans ce contexte. Il faudrait s'entendre sur ce terme qui désigne surtout un attentat contre la pensée. Je citerai Flaubert: «c'est un crime qui lèse l'âme». Mais où sont les pensées, où est l'âme des auteurs de ces représentations où la brutalité est voulue en tant que telle? On a entendu dire que l'auto-contrôle devait être préféré à un article dans le code pénal, mais le fait est que jusqu'ici, bien que les intentions du Conseil fédéral soient connues depuis quelques années, de même que celles du Parlement, rien ne s'est passé à ce propos.

Selon la presse de ces derniers jours, le «Schweizerischer Video-Verband» veut introduire seulement maintenant un système d'auto-contrôle. Je crois évidemment à la bonne volonté de la grande majorité des commerçants de vidéo, mais le même communiqué de presse nous informe que seulement 80 pour cent des marchands de vidéo de Suisse allemande se sont engagés à renoncer aux «brutalos».

Qu'en est-il des autres 20 pour cent, qu'en est-il des autres régions de la Suisse? Les tentations de marché noir florissant pour un certain nombre de commerçants, sans une loi pénale, seraient grandes.

J'apprécie les efforts du «Verband» et je souhaite qu'il ait du succès dans son action, mais je maintiens l'opinion qu'une loi pénale s'impose au moins pour deux raisons. Premièrement, je ne crois pas que l'Association suisse du vidéogramme ait la possibilité d'imposer la convention à ceux qui ne la respecteraient pas. Deuxièmement, il faut que l'interdiction soit générale. En somme, l'article en question est nécessaire comme fondement de la politique de l'association concernée. Pour finir, je ferai quelques remarques sur les différentes propositions. Je défends le projet adopté par la commission mais je suis d'avis que quelques améliorations de texte pourraient être acceptées. Je me réfère à la proposition de M. Petitpierre qui reprend à la lettre le texte du Conseil fédéral mais propose de soustraire les écrits de l'énumération des moyens du délit. Le danger, c'est vrai, vient surtout des images des vidéo-cassettes, et non de ce que M. Béguin, dans un brillant article paru récemment dans le *Journal de Genève*, appelle «l'enfer des bibliothèques» qui n'a vraiment rien à voir avec l'enfer des vidéos. L'écrit n'a rien à voir avec les vidéos passivement absorbées. Une lecture est un acte sélectif et responsable et n'engendre pas nécessairement les effets pervers d'imitation. C'est mon opinion.

La commission ne s'est pas prononcée mais je crois pouvoir dire que lors du débat en son sein, nous avons très peu pensé aux écrits. En revanche, il ne faudra pas se limiter à considérer l'instrument du délit, les vidéo-cassettes, comme Mme Jeanprêtre et M. Bodenmann le souhaiteraient, ni se limiter

aux enregistrements visuels comme Mme Nabholz le voudrait et qui comprendraient également les films mais qui excluraient, à mon avis, les enregistrements sonores, les images, les projections de photos, les transmissions radiophoniques. Cela, en ce qui concerne la forme des moyens du délit.

J'en viens à quelques considérations sur le problème de l'âge. Faut-il imposer une interdiction absolue? Faut-il, par contre, limiter l'interdiction aux jeunes? M. Bodenmann désire l'interdiction jusqu'à l'âge de dix-huit ans, Mme Nabholz jusqu'à l'âge de seize ans, ainsi que M. Leuba dans la proposition qu'il a retirée. Mais Mme Nabholz a adopté une formulation qui complique un peu les choses. L'interdiction absolue vaut seulement pour ceux qui agissent par métier, par profession.

Je comprends bien la raison de cette disposition qui, d'ailleurs, ressemble à une proposition faite par Mme Haller au cours des travaux de la commission. Mais je crois, Madame, que vous pensez trop à la punissabilité de l'auteur et trop peu aux intérêts à protéger, aux personnes que l'on entend mettre à l'abri des représentations en question.

Le premier but de la réforme est de protéger les personnes fragiles. La peine est conçue surtout comme un moyen pour empêcher cette atteinte. Par votre proposition, vous affaiblissez la protection des jeunes – en tous cas, au moins sur le plan pratique – et vous punissez les professionnels. La circulation du matériel entre adultes ne serait pas punissable si aucun d'eux ne le faisait par métier. Mais que celui qui transmet le matériel soit puni ou non est moins important. Ce qui importe, à mon avis, c'est d'empêcher l'atteinte de personnes plus fragiles.

La proposition de M. Schmid est en peu de mots plus sévère que l'article proposé par la commission, par le Conseil fédéral et par le Conseil des Etats. Elle ne prévoit aucune cause justificative et décrit, à mon avis, le délit d'une façon moins précise que dans la formulation qui vous est proposée. Je ne pense pas que cette proposition puisse être retenue dans ce conseil.

J'en arrive à la conclusion. Si l'on veut une vraie protection de l'enfant, des jeunes adultes et des adultes qui nécessitent une protection contre les représentations les plus brutales et dégradantes, si l'on veut sauvegarder des valeurs importantes dans notre communauté, il faut, en premier lieu, défendre toutes les formes de transmission, de publication ou de diffusion, à l'exception, je répète, des écrits.

Ensuite, il faut une formulation claire des actes punissables. On énumère un certain nombre de verbes: fabriquer, importer, mettre en circulation, promouvoir, exposer, offrir, montrer, rendre accessible, mettre à disposition.

Il faut renoncer à une limite d'âge.

Et, enfin, il faut indiquer clairement les motifs justificatifs: valeur scientifique, valeur culturelle et, si l'on veut, valeur idéale. A titre personnel, mais pas au nom de la commission qui n'a pas pu se prononcer à cet égard, j'estime que «l'offense à la dignité humaine» pourrait trouver sa place parmi les éléments constitutifs du délit.

Bonny, Berichterstatter: In einer langen, engagierten und meines Erachtens gehaltvollen Debatte haben wir, wie wohl selten einmal in diesem Saal, den Eindruck, dass der Nationalrat mit einem Problem wirklich gerungen hat. In einem Punkte hat sich ein klarer Konsens herausgeschält. Ich glaube, durch alle Parteien und durch alle Voten hindurch hat man gespürt, dass das Problem der Brutalität in unserer Gesellschaft und im besonderen die Aktualisierung der Brutalität durch die enorme Verbreitung elektronischer Bild Darstellungen als echtes Problem erkannt worden ist. Als Politiker sind wir aufgerufen, Probleme, die erkannt sind, anzupacken, auch wenn die Lösung – wie im vorliegenden Fall – sehr schwierig ist. Sonst danken wir in unserer Aufgabe ab und verlieren – auch das kommt leider ab und zu vor – im Volk an Glaubwürdigkeit.

Dass es schwierig ist, eine Lösung zu finden, geht schon daraus hervor, dass wir alle bei diesem Problem in einem echten Dilemma stecken. Auf der einen Seite ist man mit einer beinahe unsäglichen Missachtung und Verachtung der Menschenwürde konfrontiert, mit sadistischen Auswüchsen, die jeder Achtung vor dem menschlichen Leben und vor dem Leben der Tiere Hohn sprechen, mit Gewaltdarstellungen, die

wie eine Droge – hier sehe ich eine ganz gefährliche Tendenz – unsere Abwehrgefühle gegenüber der Brutalität abstupfen lassen. Auf der anderen Seite besteht die zu Recht immer wieder erwähnte Gefahr, dass in einem liberalen Staat wie dem unseren bei einer schlechten Regelung – und vielleicht noch vielmehr bei einer schlechten Handhabung dieser Regelung – eines unserer wichtigsten Grundrechte, die freie Meinungsäußerung und die künstlerische Gestaltungsfreiheit, verletzt werden könnte. Zwischen den beiden Zielen Bekämpfung der Brutalität und Erhaltung der freien Meinungsäußerung gilt es nun, einen vernünftigen Weg zu finden. Das ist in der Tat eine sehr delikate, schwierige Gratwanderung.

Ich glaube, in diesem Zusammenhang können wir einen zweiten Konsens feststellen: Weder der Bundesrat noch das Parlament wollen eine irgendwie geartete Kulturzensur, wie das suggeriert wurde. Nach dem liberalen rechtsstaatlichen Verständnis hört aber eine Freiheit dort auf, wo sie die Freiheit des anderen tangiert oder – wie bei der Brutalität – verletzt. Ich glaube, man muss da auch den Mut haben zu sagen: Es gibt zwar, ja es muss sogar Gewaltdarstellungen in unserer Gesellschaft geben. Hier nimmt der Bundesrat in seiner Botschaft ganz klar Stellung. Ich zitiere: «Dokumentarische oder künstlerische Werke führen Grausamkeit vor Augen, um die Folgen individueller oder kollektiver Gewalt exemplarisch zu illustrieren und das kritische Bewusstsein für deren Verwerflichkeit zu wecken oder zu schärfen.»

Kein Gesetz, kein Rechtsstaat kommt ohne Interpretation aus. Diese Interpretation haben wir auch beim geltenden Recht, z. B. bei den unzüchtigen Veröffentlichungen. Auch hier muss ja eine Abwägung stattfinden. Ohne richterliches Ermessen, ohne Interpretation kann der Rechtsstaat abdanken. Unsere Justiz braucht daher und verdient auch unser Vertrauen, genau gleich – das wollen wir nicht vergessen – wie auch wir als Gesetzgeber eben ein gewisses Vertrauen beanspruchen müssen.

Im Strafrecht – und das scheint mir eine ganz wichtige Feststellung zu sein – geht es nun aber auch um den Schutz wichtiger Wertvorstellungen, insbesondere eben um die Würde des Menschen und des Lebens an sich. Es geht aber auch um den Schutz der Jugendlichen, welche die Gefahr extremer Einflüsse oft noch nicht richtig abschätzen können.

Die Gewaltdarstellungen in den Brutalfilmen, welche die Kommission visioniert hat, haben klar gezeigt, dass die Filme, die wir verbieten wollen, eindeutig von anderen, harmlosen, unterscheidbar sind. Es gibt dafür – so scheint mir – zwei klare Indizien: Das erste ist die Art und Weise, wie kommentiert wird. Diese Kommentare zeichnen sich aus durch Lüsternheit, Gemeinheit, Appell an die niederen Instinkte, Primitivität, Sadismus und sexuelle Grausamkeit.

Ein zweites Indiz ist die Art und Weise der Bildführung in diesen Brutalfilmen. Da geht es z. B. um widerliche Grossaufnahmen oder um das bildhafte Ausweiden von Details, die die menschlichen Gefühle eindeutig verletzen, also um suggestive Bild Darstellungen, die Grausamkeit um der Grausamkeit willen darstellen, die – natürlich fälschlicherweise – suggerieren, dass Gewalt gleichsam zum Selbstverständnis unserer Gesellschaft gehört und dementsprechend auch ungestraft ausgeübt werden kann.

Dann gibt es schliesslich – das ist Höhepunkt der Widerlichkeit – Suggestiv Darstellungen der Unmenschlichkeiten, die zum kommerziellen Objekt gemacht werden. Das sind die Gewaltdarstellungen, die wir unbedingt bekämpfen wollen und müssen. Sie haben nun wirklich nichts mehr mit wissenschaftlichen oder kulturellen Werten, mit schützenswerten Interessen zu tun.

Wie jedes Menschenwerk ist auch eine Strafbestimmung nie perfekt. Wir geben also ohne weiteres zu, dass auch die Strafbestimmung, die wir Ihnen zur Annahme empfehlen, nie zu einer völligen Beseitigung der Brutalfilme führen wird. Ist das nicht bei allen anderen Strafnormen auch der Fall? Wir haben eine neue Fassung des Tatbestandes Mord verabschiedet. Glaubt jemand in diesem Saal im Ernst, dass es deshalb in Zukunft keine Morde mehr geben wird? Das gilt auch für die Vergewaltigung, den Diebstahl usw. Entscheidend ist doch die general- und spezialpräventive Wirkung, die Abschreckung,

die in vielen Fällen von einem solchen Brutalverbot ausgehen wird.

In der ganzen Debatte ist ein Aspekt eindeutig zu kurz gekommen: die Stellung der Kantone. Wir müssen zur Kenntnis nehmen, dass schon heute die Kantone – gestützt auf Artikel 31 Absatz 2 der Bundesverfassung – im Bereich der Massnahmen betreffend Handels- und Gewerbepolizei und – gestützt auf Artikel 335 Ziffer 1 des Stafgesetzbuches – im Bereich der Uebertretungen die Möglichkeit haben, gegen Brutalos vorzugehen. Es ist doch ganz offensichtlich, dass ein Vorgehen einzelner Kantone, wie das im Falle von Solothurn geschehen ist, eben nur Flickwerk bleiben kann, weil man in unserer kleinsten Schweiz auf andere Kantone ausweichen kann. Wenn es uns also Ernst ist mit der Bekämpfung dieser Brutalos, wenn wir vorwärtskommen wollen, müssen wir eine eigenössische Lösung realisieren. Das wird von den Kantonen auch gewünscht.

Verschiedene Anträge sehen eine Altersbegrenzung vor. Sie sind gut gemeint, sind aber bloss Scheinlösungen, die nichts bringen. Denken Sie daran: In der gleichen Familie, unter dem gleichen Dach bleibe der 19jährige mit seinem Brutalvideo ungestraft, und sein 15jähriger Bruder würde mit dem gleichen Brutalvideo vom Strafrecht erfasst! Eine solche Regelung wäre eine Illusion. Da stimme ich Frau Grendelmeier zu: Lieber keine Regelung als eine Scheinregelung!

Aus ähnlichen Gründen sind auch die vorgeschlagenen Reduktionen der Tathandlungen abzulehnen. Im Vorschlag des Bundesrates werden zehn Tätigkeiten aufgezählt. Ich meine, die Aufzählung dieser Tätigkeiten kann nicht vollständig genug sein, sonst entstehen Lücken im kommerziellen Ablauf des Brutalo-Geschäftes, und diese Nischen würden sicher hemmungslos ausgenützt.

Wenn ich den Raster dieser Beurteilungskriterien auf die vorliegenden Anträge anwende, gibt sich eigentlich ein recht klares Bild. Dabei möchte ich betonen, dass die meisten Anträge, mit Ausnahme des Minderheitsantrages Rechsteiner, der Kommission nicht vorlagen und dass deshalb unsere Voten persönliche Stellungnahmen sind, die aber zwischen den beiden Kommissionsreferenten abgesprochen wurden.

Zum Antrag Petitpierre: Er will lediglich das Wort «Schriften» streichen. Wir sind der Meinung, dass er angenommen werden kann. Schriften haben sicher weniger Suggestivkraft als bildhafte Darstellungen. Bei den Schriften ist auch die Abgrenzung zu wissenschaftlichen und kulturellen Werten schwieriger vorzunehmen als bei bildhaften Darstellungen. Bei den Schriften ist die Gefahr eines zensorischen Eingriffes virulenter. Deshalb empfehle ich Ihnen Annahme des Antrages Petitpierre.

Der Antrag von Kollege Loeb bringt in seiner rektifizierten Fassung mit dem Passus: «... und dabei deren elementare Würde in grober Weise verletzen ...» eine Ergänzung. Eine Formel, die sich übrigens auch in den Anträgen Nabholz, Jeanprêtre, Leuba und Bodenmann findet. Dieses zusätzliche Kriterium erachten wir für die Abgrenzung in der Gerichtspraxis als brauchbar und nützlich. Wir sind der Meinung, dass wir dem Antrag Loeb in der rektifizierten Form zustimmen können.

Der Antrag Schmid lässt den Hinweis auf die schutzwürdigen wissenschaftlichen und kulturellen Werke fallen und ist damit ungewollt strenger ausgefallen. Die Formel «Gewalttätigkeiten um ihrer selbst willen» ist zwar für das Verständnis wertvoll, aber nach Auffassung von uns Juristen für den Vollzug zu wenig klar. Es würde deshalb Schwierigkeiten bieten. Wir bitten um Ablehnung des Antrages Schmid.

Der Antrag von Frau Jeanprêtre enthält neben positiven Elementen leider eine allzu rigorose Beschränkung auf die Videofilme und ist deshalb nicht akzeptabel. Es gibt auch Brutalofilme in den Kinos, und es gibt Brutalocomputerspiele: das ist eine neue Welle, die sehr gefährlich ist, und diese Brutalocomputerspiele würden von Ihrer Formulierung nicht erfasst, was wir bedauern. Daher empfehlen wir Ablehnung.

Der Antrag von Herrn Leuba ist – wegen der Altersbegrenzung und wegen der allzu starken Reduktion der Tathandlungen – auch abzulehnen.

Den Antrag von Herrn Bodenmann lehnen wir ab – ebenfalls wegen der Altersbegrenzung und der Beschränkung der Tathandlungen.

Der Antrag von Frau Nabholz enthält originelle Ansätze; auch er muss aber wegen der Altersbegrenzung bei nicht gewerbmässigen Tatbeständen und der Beschränkung auf den Medienträger Bildaufnahmen abgelehnt werden.

Bleibt der Minderheitsantrag von Herrn Rechsteiner, welcher der Kommission vorlag: Er schlägt vor, die «schutzwürdigen kulturellen und wissenschaftlichen» Werte zu ergänzen durch «andere ideelle» Werte. Die Kommission hat diesen Antrag mit 5 zu 14 Stimmen abgelehnt. Die Kommissionsmehrheit betrachtet den Begriff «kulturelle Werte» als Oberbegriff, der – ich zitiere den Vertreter des Bundesrates in der Kommission – «insbesondere historische, politische, konzessionelle, literarische, journalistische und dokumentarische Werte umfasst». Die «anderen ideellen» Werte wären somit durch den Kommissionsantrag abgedeckt. Die Kommission beantragt Ablehnung. Ich sage aber in meinem persönlichen Namen, dass eine allfällige Annahme meines Erachtens im Sinne des besseren Verständnisses keine Katastrophe wäre.

Abschliessend empfehle ich Ihnen namens der Kommissionsmehrheit aus Ueberzeugung Zustimmung zur Vorlage des Bundesrates. Im Sinne eines persönlichen Votums glaube ich aber, dass die Annahme der Anträge Petitpierre und Loeb beantwortet werden kann.

Bundesrat **Koller**: Gestatten sie mir, gleich zu Beginn die *ratio legis* dieser neuen Strafrechtsnorm, also das Ziel dieser Gesetzgebung, noch einmal deutlich hervorzuheben. Bei den Darstellungen, die der Bundesrat verbieten möchte, handelt es sich um grausame, extreme Formen der Gewaltdarstellung, um menschenverachtende Brutalitäten, um die Menschenwürde grob verletzende, sinn- und grundlos grausame Darstellungen. Die Brutalität wird in solchen Darstellungen zum Selbstzweck und zum reinen Nervenkitzel. Es ist erwiesen, dass solche Darstellungen einen verrohenden Einfluss, vorab auf junge Menschen, ausüben können und dass sie vorab junge Menschen und labile Erwachsene zu gewalttätigem Verhalten verleiten können.

Der Bundesrat hat Ihnen in diesem Kontext übrigens auch die neue Bestimmung über den Angriff (Art. 134 des Strafgesetzbuches) vorgeschlagen, die Sie gestern ohne Gegenstimme angenommen haben. Diese Vorschrift möchte ja eine neue Form der Kriminalität, d. h. Banden, die ohne jeglichen ersichtlichen Grund unbeteiligte Dritte überfallen, unter Strafe stellen. Insofern stehen Artikel 134 über den Angriff und Artikel 135 über Gewaltdarstellungen in einem eminent konsequenten inneren Zusammenhang.

In der Debatte ist bedauert worden, dass der neue Artikel 135 nicht ohne wertausfüllungsbedürftige Begriffe wie «eindringliche Darstellung», «grausame Gewalttätigkeiten» usw. auskommt. In diesem Zusammenhang muss ich Sie aber darauf verweisen, dass das nicht eine Eigenheit nur dieser neuen Strafrechtsnorm oder der ihr verwandten Vorschrift über die Pornographie ist: Auch andere Straftatbestände kommen nicht ohne wertausfüllungsbedürftige Begriffe aus. Ich darf etwa auf die Begriffe «besonders verwerfliche Gesinnung» im geltenden Mordtatbestand, «gemeine Gesinnung» im Zusammenhang mit der Sachbeschädigung oder «unehrenhaftes Verhalten» bei den Ehrverletzungsdelikten verweisen.

Solch normative, wertausfüllungsbedürftige Begriffe geben dem Richter die nötige Freiheit, die Bewertungen des Gesetzgebers auf den konkreten Einzelfall anzuwenden. Dabei ist der Richter selbstverständlich in der Anwendung auf den Einzelfall nicht völlig frei, sondern er ist an die von der Rechtsgemeinschaft anerkannten Werte und vor allem an die von der Norm geschützten Rechtsgüter gebunden.

Ich habe ein gewisses Verständnis für die Frage, ob ein generelles Verbot von grausamen Gewaltdarstellungen, wenn es vor allem um Jugendschutz gehe, im liberalen Rechtsstaat nicht zu weit gehe und die Meinungsäusserungsfreiheit nicht zu sehr einschränke. Die verfassungsrechtliche Meinungsfreiheit gilt wie andere Grundrechte nicht absolut, sondern muss sich, wenn sie in Kollision mit anderen geschützten Rechtsgütern wie der Würde des Menschen tritt, ebenfalls Beschränkungen gefallen lassen, allerdings unter klaren Voraussetzungen. Erforderlich ist eine gesetzliche Grundlage, ein überwie-

gendes öffentliches Interesse und die Beachtung der Verhältnismässigkeit der Beschränkung.

Die vorgeschlagene Norm dient bekanntlich dem Schutz der Würde des Menschen, dem Schutz des sittlichen Empfindens und dem Jugendschutz. Insofern handelt es sich eindeutig um Rechtsgüter, die als überwiegende öffentliche Interessen qualifiziert werden dürfen. Das Verbot der grausamen Gewaltdarstellungen gilt sodann nicht absolut. Vorbehalten bleiben ausdrücklich Gewaltdarstellungen von kulturellem oder wissenschaftlichem Wert. Artikel 135 geht somit nicht über das Erforderliche und Zumutbare hinaus und wahrt auch das Gebot der Verhältnismässigkeit.

Noch ein Wort zur Vereinbarkeit von Artikel 135 mit Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention: Dem Grundanliegen von Artikel 135, der strafrechtlichen Verfolgung menschenverachtender Gewaltdarstellungen steht die Europäische Menschenrechtskonvention sicherlich nicht entgegen. Die von Artikel 10 der Menschenrechtskonvention garantierte Meinungsäusserungsfreiheit will sich nicht einfach über andere grundrechtlich geschützte Werte – wie die Achtung des Lebens oder der menschlichen Würde – hinwegsetzen. Der Europäische Gerichtshof hat selber ausgeführt, eine Strafandrohung widerspreche der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht schon allein deshalb, weil sie in die Meinungsäusserungsfreiheit eingreife, da die Ausübung auch dieses Rechts unter den in Absatz 2 von Artikel 10 der Konvention enthaltenen Bedingungen eingeschränkt werden kann. Entsprechende Eingriffe müssen allerdings in gesetzlicher Form erfolgen und das ist beim neuen Artikel 135 des Strafgesetzbuches klar der Fall.

Schutz der Menschenwürde und Jugendschutz verlangen nach einem strafrechtlichen Verbot im Sinne von Artikel 135. Das Gebot der Verhältnismässigkeit des Eingriffs verlangt, dass Gewaltdarstellungen mit kulturellem oder wissenschaftlichem Wert zulässig bleiben. Die Information unserer Massenmedien, vom IKRK oder vom Amnesty International über Folter in bestimmten Ländern, über die gegenwärtigen Ereignisse in China, über unmenschliche Vorgänge überhaupt, ist und bleibt notwendig. In diesem Zusammenhang können und müssen wir uns auch mit den Jugendlichen über das Phänomen der Gewalt in unserer Gesellschaft auseinandersetzen, die Erscheinungen der Gewalt analysieren, beurteilen und verurteilen. Was wir aber nicht wünschen, ist die Gewaltdarstellung um ihrer selbst willen, um des reinen Nervenkitzels willen. Demgegenüber sind und bleiben Gewaltdarstellungen dann gerechtfertigt, wenn sie einem kulturellen oder einem wissenschaftlichen Zwecke dienen. Dabei versteht die bundesrätliche Vorlage den Begriff «kulturell» als Oberbegriff. Er umfasst die Gesamtheit der geistigen, künstlerischen, politischen, literarischen, historischen, konfessionellen und zeitgeschichtlichen Lebensäusserungen. Auch der Journalismus ist Träger der soeben angesprochenen Güter. Insbesondere fällt diesem die Aufgabe zu, den Zeitgeist, den Zeitstil und das Zeitgepräge von Vergangenheit und Gegenwart festzuhalten und als Bestandteil des allgemeinen Kulturgutes Dritten weiterzugeben. So gesehen ist das Zeitungs- und Medienwesen auch ein Träger unseres Kulturgutes.

Gestatten Sie mir noch ein Wort zum zweiten Begriff, dem wissenschaftlichen Wert: Es ist naheliegend, dass Mitbürgerinnen und Mitbürger, ob Fernsehempfänger oder Empfänger anderer Medien, sich auch orientieren möchten über Werdegang und Stand gewisser wissenschaftlicher Bereiche. Die Uebertragung – beispielsweise von Herzoperationen – mag auf den einen oder andern Beobachter schockierend, ja vielleicht sogar grausam wirken. Artikel 135 steht hier aber eindeutig nicht zur Diskussion, weil solche Darstellungen über den aktuellen Stand im wissenschaftlichen Bereich der Medizin informieren. Die Öffentlichkeit hat auch Anspruch, über gewisse Tierversuche orientiert zu werden, die möglicherweise notwendig sind, um für den Menschen lebenserhaltende Medikamente zu entwickeln. Zwar mag auch hier die Darstellung von Tierversuchen auf den Beobachter grausam wirken, aber solche Darstellungen stehen wiederum eindeutig ausserhalb des Geltungsbereichs von Artikel 135, weil sie eben zweifelsfrei einen wissenschaftlichen Zweck verfolgen.

Wann immer Gewaltdarstellungen notwendigerweise gezeigt werden müssen, um im eben umschriebenen Sinne kulturellen und wissenschaftlichen Zwecken zu dienen, so sind diese gerechtfertigt und haben mit Artikel 135 nichts zu tun. Wir sind also – zusammenfassend – mit dem Ausbau des Jugendschutzes und dem Schutz der Menschenwürde bei unserm Vorschlag sicher nicht zu weit gegangen.

Erlauben Sie mir nun noch kurz eine Stellungnahme zu den verschiedenen Anträgen aus der Mitte des Rats:

Die in Artikel 135 angesprochenen Medienträger sollten angesichts dieser weiten und breiten Rechtfertigungsmöglichkeiten nicht ohne Not eingeschränkt werden. Dabei billige ich zu, dass unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit dem Antrag von Herrn Petitpierre eigentlich nicht zu opponieren ist. Die Lektüre ist in der Tat mühsamer, weniger eindringlich, das Gefährdungspotential somit kleiner, so dass ich keine Einwände gegenüber dem Änderungsantrag von Herrn Petitpierre habe.

Die Reduzierung der Medienträger auf Videofilme – so die Anträge von Herrn Bodenmann und Frau Jeanprêtre – oder auf Bildaufnahmen – so der Antrag von Frau Nabholz – würden aber zu allzu grossen Lücken führen: Tonaufnahmen, Abbildungen, andere Gegenstände oder Vorführungen sind Träger, die auch in Zukunft zu berücksichtigen sind, und es sollen beispielsweise auch Computerspiele miteinbezogen sein.

Die schutzwürdigen Interessen sodann werden in Artikel 135 mit «kulturellem und wissenschaftlichem Wert» umschrieben. Meines Erachtens enthält diese negative Tatbestandsbeschreibung auch die von Herrn Nationalrat Rechsteiner vorgeschlagenen anderen ideellen Werte und schliesst Darstellungen um ihrer selbst willen aus, wie das im Antrag von Herrn Schmid formuliert ist. Uns scheint hier aber die positive Umschreibung der von der Strafbarkeit ausgenommenen Fälle aussagekräftiger. Im Grunde genommen könnte man es sogar beim einzigen Oberbegriff des «kulturellen Werts» bewenden lassen. Wir fanden es aber zweckdienlich, ein wichtiges Anwendungsbeispiel, den wissenschaftlichen Wert, noch ausdrücklich aufzuführen.

Jene Anträge, die den Jugendschutz mit einer Altersgrenze limitieren wollen, empfehle ich Ihnen zur Ablehnung. Wenn wir nämlich wirklich einen effizienten Jugendschutz wollen, dann kann – das zeigen vor allem auch die ausländischen Erfahrungen – nur ein generelles Verbot einen wirksamen Jugendschutz und vor allem die damit verbundene Einziehung der wertlosen Produkte sicherstellen.

Führt man nämlich eine Altersgrenze ein, so ist diese Vorschrift nicht mehr praktikabel, ihre Anwendung nicht mehr kontrollierbar. Diese Bemerkung gilt auch gegenüber dem Antrag von Frau Nabholz. Wenn Sie lediglich den gewerbmässigen Handel unter Strafe stellen, im übrigen aber Jugendlichen über 16 Jahren den freien Zugang offenhalten, ist ein effizienter Jugendschutz nicht mehr möglich. Hier müssen wir uns entscheiden. Wenn wir einen effizienten Jugendschutz wollen, kommen wir im Rahmen der dargelegten weiten Rechtfertigung von Gewaltdarstellungen um ein generelles Verbot menschenverachtender, die Würde des Menschen verletzender Gewaltdarstellungen und die damit verbundene Einziehung nicht herum. Alles andere wäre eine Selbsttäuschung. Ich habe aber nichts dagegen einzuwenden, dass man mit der Formulierung von Herrn Loeb und anderen noch klarer zum Ausdruck bringt, worum es uns bei dieser neuen Strafnorm letztlich geht, nämlich darum, grausame Gewaltdarstellungen zu verbieten, die ohne jegliche kulturelle Rechtfertigung die Würde des Menschen in grober Weise verletzen. In diesem Sinne beantrage ich Ihnen, dem Vorschlag des Bundesrates zuzustimmen.

Mme Jeanprêtre: J'ai décidé de retirer ma proposition en faveur de celle de M. Petitpierre, étant entendu que celui-ci est d'accord de se rallier au terme de «valeur idéale» proposé par M. Rechsteiner et que j'ai moi-même repris dans ma proposition.

Präsident: Sie haben jetzt über Artikel 135 zu entscheiden. Ich schlage Ihnen vor, dass wir die Bereinigung von Artikel 135

nach Elementen vornehmen. Das erste Kriterium, über das Sie zu entscheiden haben, ist die Frage der Altersgrenze. Eine zweite Abstimmung wird sich auf das relative Verbot bei Gewerbmässigkeit gemäss Antrag Nabholz beziehen, eine dritte auf die Frage des Geltungsbereiches, also die Festlegung der Medienträger. In einer vierten Abstimmung können Sie über die Rechtfertigungsgründe entscheiden, in einer fünften über die Fragen der Tathandlung. Zum Schluss werden wir noch über die verschiedenen Zusätze zum bereinigten Text entscheiden.

Herr Bodenmann hat seinen Antrag (Busse und Gefängnis) zurückgezogen. Sie sind mit diesem Vorgehen einverstanden. Wir bereinigen jetzt in einem ersten Verfahren die Frage der Altersgrenze. Zu diesem Thema liegen drei Anträge vor: Antrag Nabholz (16 Jahre), Antrag Bodenmann (18 Jahre) und Antrag Kommission und Bundesrat (keine Altersgrenze).

Abstimmung – Vote

1. Altersgrenze – Limite d'âge

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag Nabholz	52 Stimmen
Für den Antrag Bodenmann	93 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag Bodenmann	48 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	126 Stimmen

2. Relatives Verbot (bei Gewerbmässigkeit) Interdiction relative (activité par métier)

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Nabholz	Minderheit
Dagegen	offensichtliche Mehrheit

3. Medienträger (Geltungsbereich) Médias (champ d'application)

Präsident: In der nächsten Abstimmung geht es jetzt darum, den Geltungsbereich, d. h. die Medienträger festzulegen. Herr Bodenmann beantragt, das Verbot nur für Videos auszusprechen, Frau Nabholz beantragt ein generelles Verbot für Bildaufnahmen. Herr Petitpierre will die Schriften ausnehmen. Die Kommission beantragte ursprünglich ein Verbot für alle Medienträger. In der Zwischenzeit haben sich Kommission und Bundesrat dem Antrag Petitpierre angeschlossen.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag Bodenmann	Minderheit
Für den Antrag Nabholz	offensichtliche Mehrheit

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag Nabholz	Minderheit
Für den Antrag Petitpierre	offensichtliche Mehrheit

4. Straflosigkeitsklausel (Rechtfertigungsgründe) Clause prévoquant l'exemption de sanctions (motifs justificatifs)

Präsident: Herr Bodenmann teilt mit, dass er seinen Antrag zurückzieht.

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Mehrheit	109 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	52 Stimmen

Schmid: Mein Antrag ist falsch interpretiert worden. Ich ziehe ihn zurück, weil Herr Bonny gesagt hat, dass seine Auslegung

juristisch schwierig ist. Mein Gedanke ist aber doch eingeflossen, denn es war immer wieder die Rede von Gewaltdarstellungen als Selbstzweck. Damit ist eigentlich meine Absicht, ein Unterscheidungskriterium einzubringen, erfüllt, und ich ziehe meinen Antrag zurück.

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag Mehrheit	117 Stimmen
Für den Antrag Nabholz	57 Stimmen

Frau **Segmüller:** Vor lauter Eventualabstimmungen haben wir hier eine wichtige Stufe übersprungen, und zwar bei den Abstimmungen über die Medienträger. Der Antrag Petitpierre will die Schriften ausklammern; hier haben Kommissionspräsident und Referent in persönlichem Namen gesprochen und nicht im Namen der Kommission. Ich beantrage daher, dass man nochmals separat abstimmt. Ich halte an der Fassung der Kommission fest, welche keine Ausnahmen gestatten will bei den Medienträgern. Erste Begründung: Wenn wir die Schriften auslassen, bedeutet das einen prinzipiellen Einbruch. Wir machen hier prinzipielle Ausnahmen. Zweite Begründung: Wir schaffen damit eine Differenz zur Regelung bei der Pornographie, wo die Schriften eingeschlossen sind. Das führt zu Unsicherheit und zur berühmten Hintertür, d. h. Gewaltdarstellungen werden letztlich doch nicht total verboten sind. Ich beantrage Ihnen daher, auf diese Abstimmung zurückzukommen und sie separat, gemäss diesen Anträgen, durchzuführen.

Medienträger – Médias

Präsident: Frau Segmüller beantragt Ihnen, bei der Tathandlung noch den Antrag Petitpierre, dem sich die Kommissionsprecher persönlich angeschlossen haben, gegen den ursprünglichen Antrag der Kommission zu stellen. Diesem Antrag erwächst keine Opposition.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	Minderheit
Für den Antrag Petitpierre	offensichtliche Mehrheit

5. Tathandlung – Acte incriminé

Präsident: Frau Jeanprêtre und Herr Bodenmann haben ihre Anträge zurückgezogen. Der Bundesrat unterstützt den Antrag der Kommission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Nabholz	52 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	105 Stimmen

6. Zusätze – Adjonctions

Präsident: Herr Loeb hat beantragt, den Zusatz «Verletzung der elementaren Würde» aufzunehmen. Die Kommissionsprecher und der Bundesrat haben sich dieser Formulierung angeschlossen. Frau Nabholz und Herr Schmid haben ihre Anträge zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Loeb	offensichtliche Mehrheit
Dagegen	Minderheit

Präsident: Die übrigen Anträge sind zurückgezogen worden.

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	158 Stimmen (Einstimmigkeit)
---------------------------------	---------------------------------

Abschreibung – Classement

Präsident: Der Bundesrat beantragt Ihnen gemäss Seite 12 der Botschaft die Abschreibung des Postulats 80.521 und der Motionen 82.598 und 82.927.

Zustimmung – Adhésion

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

83.043

Steuerharmonisierung. Bundesgesetze

Harmonisation fiscale. Lois

Botschaft und Gesetzesentwürfe vom 25. Mai 1983 (BBI III, 1)
Message et projets de lois du 25 mai 1983 (FF III, 1)

Beschluss des Ständerates vom 7. Dezember 1988
Décision du Conseil des Etats du 7 décembre 1988

B. Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct

*Differenzen – Divergences***Art. 5 Abs. 1 Bst. dbis***Antrag der Kommission*

dbis. Einkünfte aus schweizerischen Einrichtungen der beruflichen Vorsorge oder aus anerkannten Formen der gebundenen Selbstvorsorge erhalten, sofern sie nicht nachweisbar in einem andern Staat besteuert werden;

Antrag Fehr

.... der gebundenen Selbstvorsorge erhalten.
(Rest des Satzes streichen)

Art. 5 al. 1 let. dbis*Proposition de la commission*

dbis. Lorsqu'elles perçoivent des revenus provenant d'institutions suisses de droit privé ayant trait à la prévoyance professionnelle ou aux formes reconnues de prévoyance individuelle liée, à moins qu'il soit prouvé que ces revenus sont imposés dans un autre Etat;

Proposition Fehr

.... de prévoyance individuelle liée.
(Biffer le reste de la phrase)

Fehr: Es geht um den sogenannten «Pilotenrick» bzw. um Regelungen, die verhindern sollen, dass sich Bezüger von Leistungen aus Einrichtungen der beruflichen Vorsorge oder der gebundenen Selbstvorsorge der Steuerpflicht entziehen, indem sie sich ins Ausland absetzen.

Die Kommission hat in ausführlichen Beratungen die nun vorliegende Fassung der litera dbis beschlossen. Wenn ich mir als Kommissionsmitglied dennoch erlaube, einen Abänderungsantrag zu stellen, so daher, weil ich nach Abschluss der Kommissionsarbeiten, vor allem bei Kontakten mit der Verwaltung, habe feststellen müssen, dass der letzte Satzteil, insbesondere der Ausdruck «nachweisbar», unnötige Inkonvenienzen mit sich bringt, weil der Nachweis eben kaum zu erbringen ist.

Das können und sollten wir noch korrigieren. Dafür gibt es verschiedene Gründe: Wenn ein Doppelbesteuerungsabkommen mit dem Staat besteht, in den sich der Anwender des «Pilotenricks» absetzt, so geht dieses Doppelbesteuerungsabkommen in jedem Fall vor, das heisst, besteuert wird nach dem Wohnsitzprinzip. Für diesen Fall brauchen wir keine Re-

gelung zu schaffen. Hat hingegen die Schweiz mit dem Staat, in dem der Begünstigte Wohnsitz nimmt, kein Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen, so ist nicht einzusehen, weshalb unser Land einseitig eine Vorleistung erbringen soll, ohne jede Gegenleistung des Drittstaates und ohne Steuerleistung des Begünstigten. Schliesslich besteht zumindest die Gefahr, dass der Besteuerungsvorbehalt, der in diesem Satzteil enthalten ist, die Verhandlungsposition der Schweiz bei Verhandlungen über Doppelbesteuerungsabkommen schwächen könnte. Auch daran haben wir keinerlei Interesse.

Bevor ich den Antrag einreichte, habe ich erwogen, ob es sinnvoll wäre, das Wort «nachweisbar», an dem ich mich stosse, etwa durch die Formulierung «aufgrund eines Doppelbesteuerungsabkommens» zu ersetzen. Ich habe davon Abstand genommen aus der Ueberlegung, dass es auch andere Gesetzesbestimmungen gibt, die im Zusammenhang mit Doppelbesteuerungsabkommen stehen oder davon abhängig sein können. Die vermeintliche Präzisierung wäre also nicht geeignet, zur Klarheit beizutragen.

Klarheit schafft hingegen die von mir beantragte Streichung. Ich ersuche Sie, ihr zuzustimmen. Aus der Sicht der Verwaltung würde eine solche Aenderung begrüsst; auch seitens des Bundesrats dürfte sie unterstützt werden.

Reichling, Berichterstatter: Es geht hier um die Besteuerung von Vorsorgeleistungen. Gemäss unserer Steuergesetzgebung sind die Beiträge an Vorsorgeeinrichtungen steuerfrei, dafür werden die Leistungen besteuert.

Durch Wohnsitzverlegung ins Ausland vor dem Erreichen der Altersgrenze können die Steuern auf Kapitaleinkünften umgangen werden. Dies betrifft Länder, mit denen die Schweiz kein Doppelbesteuerungsabkommen abgeschlossen hat.

Sofern es sich um Leistungen aus einem öffentlich-rechtlichen Arbeitsverhältnis handelt, sind die Leistungen auch bei Wohnsitznahme im Ausland steuerbar, geregelt in den Doppelbesteuerungsabkommen oder unabhängig davon. Dieser Teil ist unbestritten. Er ist im Vorschlag des Bundesrats unter Buchstabe d geregelt.

Die nationalrätliche Kommission wollte schon in der ersten Beratung diese Regelung auch auf privatrechtliche Arbeitsverhältnisse und Vorsorgeeinrichtungen ausdehnen und hat versucht, den Buchstaben d so zu fassen, dass er für öffentlich-rechtliche und privatrechtliche Vorsorgeleistungen Gültigkeit hat. Diese Lösung hat sich als unzweckmässig erwiesen, es könnte bezüglich der Doppelbesteuerungsabkommen Unklarheit entstehen.

Die Kommission hat daraufhin nach einem neuen Weg gesucht. Die Regelung für die Leistungen aus öffentlich-rechtlichen Arbeitsverhältnissen soll gemäss Vorschlag des Bundesrates in Buchstabe d unverändert erfolgen. Diesem Text hat sich der Ständerat bereits angeschlossen. Für die Leistungen aus privatrechtlichen Vorsorgeeinrichtungen wird ein neuer Buchstabe dbis vorgeschlagen, welcher auf die allfällige Priorität der Besteuerung im ausländischen Wohnort hinweist.

Zum Antrag Fehr: Schon anlässlich der ersten Behandlung haben die Kommissionssprecher darauf hingewiesen, dass die allfällige Besteuerung im ausländischen Staat, also am neuen Wohnsitz, in den Doppelbesteuerungsabkommen geregelt ist, sofern solche abgeschlossen worden sind. Wir haben auch darauf hingewiesen, dass internationale Verträge unserem Recht immer vorgehen. Diesbezüglich besteht Rechtsklarheit. Das entspricht auch dem Antrag Fehr.

In der Kommission wurde die Auffassung vertreten, dass dieses Gesetz auch für den Bürger besser lesbar sein könnte. Man wollte daher hier den Hinweis machen, um auch den Bürger, der das Gesetz liest, auf die möglichen unterschiedlichen Verhältnisse in der Besteuerung aufmerksam zu machen. Es ist allerdings zuzugeben, dass, wenn wir generell geltende rechtliche Regelungen in einzelnen Artikeln erwähnen, wie das jetzt geschehen ist, Unklarheit entsteht, ob sie auch in allen andern Artikeln, in denen sie nicht speziell erwähnt sind, Gültigkeit haben. Das trifft natürlich zu. Die Doppelbesteuerungsabkommen betreffen das ganze Steuergesetz, nicht nur diesen speziellen Artikel. Deshalb hat der Antrag Fehr durch-

Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetzbuch. Revision

Code pénal et code pénal militaire. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.047
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.06.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	720-725
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 416

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.